

[Texte]

On Wednesday we should go on to clause-by-clause consideration and clean up the bill.

This is a peanut bill, Mr. Chairman. Aside from the real concern expressed on clause 3 of the bill, if the bill had not had clause 3 in it, it would probably have passed the House on a voice vote without anything at all. Really, we are talking about only the one real issue, and that's my view of the bill. I don't believe there was a speech made by anybody in connection with the rest of it.

Mrs. Marleau (Sudbury): I beg to differ, sir. There were many speeches made by many people.

Mr. McCreath (South Shore): Many speeches, period.

Mrs. Marleau: Many speeches, period. I forget how many speakers we had, but we had a large number.

The Chairman: Oh yes, you had great hordes of them.

Mr. Kristiansen (Kootenay West—Revelstoke): Some of them actually spoke several times.

Mrs. Marleau: Not I. But I think it's absolutely essential that all the witnesses who have asked to appear before the committee be allowed to come and have their say and that we not just limit witnesses to part III. There may very well be some witnesses who would like to speak to part II, which concerns the Atlantic Canada Opportunities Agency, and I think that should be allowed as well.

I would suggest we do have a good list and we can hear most of these witnesses within one week, if that is your wish, but I think they should all be given a chance to come forward.

The Chairman: Could we first all agree that we hear the officials as the first step?

Mrs. Marleau: Certainly.

The Chairman: Can we have some agreement that we can try to schedule the officials for Monday evening? Is that acceptable to the committee?

• 1110

Mr. Blenkarn: We haven't received anything, by the way, from any witness. There have been no briefs submitted from anybody from Atlantic Canada. We had one speaker. Mr. Dingwall spoke about it, but nobody said anything or produced anything. I really don't know why you'd want to call them if they don't want to produce a brief.

Mrs. Marleau: It's like this. If they're interested in appearing, they should appear. We shouldn't prevent them from appearing.

Mr. McCreath: No, I don't think so. This bill has had eight times the amount of time devoted to debating it in the House of Commons as was devoted to debating the Maastricht Treaty in the British House of Commons. It's possible we could have sat for many days hearing witnesses, regardless of the fact that they may all represent the same constituency. But my honourable friends opposite have preferred to spend the time debating this bill, four full days in

[Traduction]

Mercredi, nous passerions à l'étude article par article du projet de loi pour conclure alors nos travaux.

Ce projet de loi ne pèse pas très lourd, monsieur le président, à l'exception toutefois de la Partie III, car si cette partie n'existait pas, il aurait probablement suffi d'un vote par oui ou non pour qu'il soit adopté par la Chambre. Il n'y a ici qu'un seul problème sérieux, et c'est ainsi que je comprends ce projet de loi. Je ne me souviens pas avoir entendu un seul discours portant sur un autre aspect de cette mesure.

Mme Marleau (Sudbury): Je suis désolée, mais je ne suis pas d'accord. Nous avons entendu beaucoup de discours de la part de nombreux intervenants.

M. McCreath (South Shore): Beaucoup de discours, un point c'est tout.

Mme Marleau: Beaucoup de discours, un point c'est tout. Je ne sais pas exactement combien d'intervenants ont parlé, mais ils étaient nombreux.

Le président: Oh oui, ils étaient légion.

M. Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Certains d'entre eux ont d'ailleurs pris la parole plusieurs fois.

Mme Marleau: Sans moi. Mais j'estime essentiel que tous ceux qui ont demandé à comparaître devant le comité puissent effectivement venir expliquer leur point de vue et nous ne devrions pas limiter les témoignages à la Partie III du projet de loi. Il est fort possible que certains témoins désirent parler de la Partie II qui traite de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, et, à mon avis, nous devrions les entendre.

Il me semble que nous avons là une bonne liste de témoins et que nous pouvons entendre la plupart d'entre eux en une semaine, si vous le désirez, mais je crois que l'on devrait permettre à tous ces témoins de se présenter.

Le président: Sommes-nous d'accord pour entendre tout d'abord les hauts fonctionnaires?

Mme Marleau: Certainement.

Le président: Sommes-nous d'accord pour prévoir leur comparution lundi soir? Est-ce que le comité accepte cette proposition?

M. Blenkarn: De toute façon, nous n'avons rien reçu des témoins, rien ne nous est parvenu de qui que ce soit de la région atlantique. Une personne en a parlé, M. Dingwall, mais personne d'autre n'a soulevé la question ou soumis un document quelconque. Je ne vois pas pourquoi vous voulez convoquer cette organisation si elle ne désire pas déposer un mémoire.

Mme Marleau: Voilà de quoi il s'agit: si elle désire se présenter, nous devrions l'entendre. Nous ne devrions pas lui fermer la porte.

M. McCreath: Non, je ne le pense pas. Le débat à la Chambre des communes sur ce projet de loi a déjà duré huit fois plus longtemps que celui qui portait sur le traité de Maastricht à la Chambre des communes du Royaume-Uni. Il se pourrait que nous siégions pendant plusieurs jours pour entendre des témoins représentant les mêmes intérêts. Mes collègues de l'autre côté de la table ont préféré consacrer quatre jours entiers à débattre de ce projet à la Chambre.